Commission Européenne

Direction Générale Emploi, affaires sociales et Inclusion

Mobilité des travailleurs

Coordination des régimes de sécurité sociale

Chef unité

Bruxelles,

D2/ALC/rmn (2018)2867801

Objet : prélèvement des prélèvements sociaux en France sur le revenu de biens immobiliers

Chère Mme _____,

Je fais référence à Votre plainte enregistrée avec le numéro de référence CHAP(2016)_____ concernant le prélèvement de prélèvements sociaux » en France sur le revenu de biens immobiliers de personnes non assujetties à la législation française en matière de sécurité sociale.

La Commission européenne a reçu de nombreuses plaintes sur tel problème et a ouvert une procédure d'infraction contre la France (procédure 2013/_____).

Au procès C-623/13, *De Ruyter*, EU ; C ;123 ; 2015, la Cour de justice de l'Union européenne a établi que les prélèvements français, du moment où ils participent au financement des régimes sociaux obligatoires, présentent un rapport direct et relevant avec certains des secteurs de sécurité sociale disciplinés par les normes de l'UE sur la coordination des systèmes de sécurité sociales [maintenant le règlement (CE) n. 883/2004] et rentrent donc dans le domaine d'application de telles normes. Sur la base du disposé de l'article 11, paragraphe 1, de tel règlement, les personnes sont assujetties à la législation d'un seul Etat membre à la fois et ne devraient pas pourtant contribuer au financement de deux systèmes de sécurité sociale dans le même laps de temps.

Le 18 juin 2015 la Commission a envoyé une lettre de constitution moratoire au gouvernement français, demandant à ce dernier de présenter ses propres observations à cet égard et activant ainsi la première phase de la procédure d'infraction 2013/4168.

Dans sa réponse le gouvernement français a informé la Commission d'avoir adopté les mesures nécessaires pour rembourser les contributions prélevées avant la fin de 2015 et d'avoir modifié la législation nationale à la suite des conclusions de la Cour dans la cause de Ruyter.

En conséquence, à partir du 1er janvier 2016 a été modifiée l'allocation des contributions en question, qui ont été destinées au *Fond de Solidarité pour la Vieillesse (FSV)*, à la *Caisse Nationale de Solidarité pour l'Autonomie* et à la *Caisse d'Amortissement de la Dette Sociale* pour le déficit de FSV. Il s'agit maintenant de comprendre si de telles modifications dans l'assignation des contributions en question permettent de

conclure que de tels prélèvements ne seront plus assujettis aux normes sur la coordination des systèmes de sécurité sociale. La Commission reste en relation étroite avec les autorités françaises pour clarifier tous les détails des mesures adoptées. Une décision n'a pas encore été prise sur la compatibilité de la nouvelle normative française avec le droit de l'UE.

Nous avons décidé d'enregistrer votre cas comme infraction avec le numéro de référence 2017/4012 (je vous prie de mentionner cette référence dans la correspondance future). Comme votre plainte se réfère à la même question objet de la procédure d'infraction 2013/4168, tels cas seront traités conjointement.

Nous ne manquerons pas de vous informer sur l'état d'avancement de la procédure d'infraction vis-à-vis de la France.

Nous vous rappelons toutefois que, comme nous avons déjà spécifié dans les précédentes communications, les décisions de la Commission dans le cadre des procédures d'infraction et des éventuels jugements favorables de Cour de justice de l'Union européenne n'ont pas d'effets automatiques ou immédiats sur les droits des individus et ne sont pas destinées à régler des cas individuels.

Il pourrait être dans son intérêt de ne pas attendre l'aboutissement de la procédure d'infraction vis-à-vis de la France et demander conseil juridique sur les moyens de recours disponibles au niveau national. Tels moyens de recours, normalement, permettent de faire valoir ses propres droits de façon plus directe et spécifique. Le remboursement des montants versés est possible seulement après présentation d'un recours aux autorités administratives et/ou aux organes juridictionnels français à norme du droit national. Etant donné que de tels moyens de recours doivent être souvent épuisés dans des délais spécifiques, vous pourriez perdre vos droits en cas d'inaction. Nous vous rappelons que le fait d'écrire à la Commission européenne n'a aucun effet sur les délais prévus par le droit national et ne peut pas substituer les procédures envisagées par ce dernier.

Cordialement,

David Pascal DION